

Burundi : Museveni confie la médiation à son ministre de la Défense

@rib News, 15/07/2015 â€“ Source AFP Le président ougandais Yoweri Museveni a quitté mercredi après-midi les négociations sur la crise burundaise, confiant la suite de la médiation à son ministre de la Défense, Crispus Kiyonga, après un constat sur place. Le chef de l'Etat ougandais, mandaté par les pays d'Afrique de l'Est pour tenter de dénouer la crise née de la candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, a refusé de donner des détails sur les discussions entamées mardi à Bujumbura avec le camp présidentiel, l'opposition et la société civile. [Photo : Museveni (centre) accompagné à l'aéroport de Bujumbura par Pierre Nkurunziza (à droite)]

Mais il a assuré que le parti au pouvoir au Burundi, les partis d'opposition et la société civile s'étaient mis d'accord pour négocier intensément, sans interruption et promptement pour trouver un accord. Il a ensuite quitté l'hôtel Bel Air où se tiennent les négociations. Son ministre de la Défense, Crispus Kiyonga, doit prendre le relais jeudi. Les gens ont causé et échangé franchement et c'est positif, a expliqué le principal conseiller en communication du président burundais, Willy Nyamitwe, refusant de donner plus de détails. Côté opposition, Agathon Rwaswa, principal adversaire politique de M. Nkurunziza, a estimé que d'une façon globale (...) tout le monde est satisfait parce qu'il y a un déblocage. Jusqu'à il y a quelque temps, tout dialogue semblait impossible, a-t-il ajouté. A partir de demain (...) on va négocier pour trouver une issue à la crise qui est la nôtre. (...) Il n'y aura pas de sujet tabou, tout doit être mis sur la table. Yoweri Museveni a été mandaté début juillet par la Communauté est-africaine (Rwanda, Burundi, Kenya, Ouganda, Tanzanie) pour tenter de dénouer la crise émaillée de violences meurtrières, déclenchée fin avril par l'officialisation de la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle d'orsormais prévue le 21 juillet. L'opposition et la société civile jugent ce troisième mandat anticonstitutionnel et contraire à l'accord d'Arusha qui avait permis de mettre fin à la longue guerre civile burundaise (1993-2006, 300.000 morts). Depuis fin avril, la perspective du troisième mandat a déclenché une contestation populaire violemment réprimée par la police, motivée un coup d'Etat avorté mi-mai, et donné lieu le weekend dernier à des combats entre l'armée et les ex-putschistes. Plus de 80 personnes sont mortes dans les violences liées à la crise et quelque 150.000 Burundais ont fui le climat électoral déchaîné vers les pays voisins (Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo). L'opposition a boycotté les législatives et communales qui ont ouvert le 29 juin les élections générales burundaises et entend bouder de la même façon la présidentielle mardi prochain.